

3èmes Cycles

INSTITUT PRIVÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES diplômes de niveau Bac +4 et Bac +5

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS POUR 2009-10

IPRIS 1^{ère} année - Niveau Bac +4, accessible après une licence

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES FONDAMENTALES **RELATIONS INTERNATIONALES**

IPRIS 2^{ème} année - Niveau Bac +5, accessible après une maîtrise ou un Master I

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **RELATIONS INTERNATIONALES**

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **DÉFENSE, SÉCURITÉ ET GESTION DE CRISE**

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **GÉOÉCONOMIE ET INTELLIGENCE STRATÉGIQUE**

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **ÉTUDES EUROPÉENNES**

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **ACTION INTERNATIONALE ASSOCIATIVE ET COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**

> DIPLÔME PRIVÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES **LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE**

Présentation de l'école et de nos programmes,
demandes de dossier d'inscription sur

www.iris-france.org

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :



"Les élections régionales allemandes : un revers pour la grande coalition" - Par Jacques-Pierre GOUGEON, professeur des universités et chercheur associé à l'IRIS, 2 septembre



"Le scandale de la CIA : vers une réforme de la sécurité nationale ?" - Par Charlotte LEPRI, chercheur à l'IRIS, 1 septembre



"Le sens du 70^e anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale" - Par Pierre VERLUISE, chercheur à l'IRIS, 1 septembre



"Impact of a gasoline embargo on Iranian economy" - Par Thierry COVILLE, chercheur associé à l'IRIS, 31 août



"Course aux armements en Amérique latine" - Par Thiago DE ARAGAO, chercheur associé à l'IRIS, 28 août



"« Attention, chiens dangereux » ? La réelle influence des Blue Dogs sur la politique de Barack Obama" - Par Raphaël LEFÈVRE, assistant de recherche à l'IRIS, 26 août



"Proche-Orient : cessons d'être fatalistes, les lignes bougent !" - Par Pascal BONIFACE, Directeur de l'IRIS, 24 août



"La nouvelle stratégie pour l'Afghanistan : perspectives de retour du terrain" - Par Fabio LIBERTI, chercheur à l'IRIS, et Borja LASHERAS, membre de la Fundación Alternativas, 19 août



"Libération des journalistes américaines : vers une reprise du dialogue entre Washington et Pyongyang ?" - Par Olivier GUILLARD, Directeur de recherche à l'IRIS, 5 août



"Affrontements au Nigeria : conflit politique ou religieux ?" - Par Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS, chargé de recherche à l'IRD et professeur à Sciences Po Paris, 3 août



"Elections en Moldavie : un pas de plus vers l'Europe ?" - Par Catherine DURANDIN, Directrice de recherche à l'IRIS, 30 juillet



"L'accès à l'eau potable : un droit inaliénable confronté à la question du financement" - Par Fabien DUPUIS, diplômé de l'IPRIS, doctorant spécialisé sur la géopolitique de l'eau, 29 juillet



"Honduras : quels enjeux autour du 'coup d'Etat' ?" - Par Christophe VENTURA, membre de l'association Mémoire des luttes, 27 juillet

Actualité stratégique en Asie

ASIE: CHRONIQUES ESTIVALES 2009

Par Olivier Guillard, Directeur de recherche à l'IRIS / 31 août

Il eût été surprenant, à la faveur de l'été, que l'Asie disparaisse des écrans radars de l'actualité internationale. Ce ne fut, comme de coutume durant cette période estivale, guère le cas. Corée du nord, Birmanie, Pakistan, Afghanistan, quand il ne s'agissait pas de la Chine, de la Thaïlande, de la Corée du sud ou du Japon, s'illustrèrent à leur manière et à tour de rôle pour susciter crainte et incertitude, mais également pour envoyer quelques signaux encourageants fort bienvenus.

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2009-08-25.pdf

Parutions



Présentation pages 9 et 10

Médias

→ TÉLÉVISION

40 ans de règne pour Kadhafi

> Barah Mikail par France 24 (1/09)
> Kader Abderrahim par TSR - Suisse (1/09)

Retour sur la Guerre du Golfe

Barah Mikail par Planète (1/09)

Nationalismes et terrorisme

Barah Mikail par Planète (1/09)

Disparition de Ted Kennedy

> Pascal Boniface par I Télé (26/08)
> Charlotte Lepri par - France 24 (26/08)
> Audrey Pulvar (I Télé, 26/08)

Actualité du Moyen-Orient

Une semaine dans le monde, Pascal Boniface par France 24 (21/08)

Elections en Afghanistan

Le débat, Olivier Guillard par France 24 (17 et 20/08)

Otages et prisonniers français à l'étranger

C dans l'air, Pascal Boniface par France 5 (18/08)

Les Occidentaux, le Hamas et le Hezbollah

Barah Mikail par Al-Alam (14/08)

Les sanctions internationales

Le Journal, Pascal Boniface par France 2 (11/08)

Le procès de Clotilde Reiss

C dans l'air, Barah Mikail par Thierry Guerrier (France 5, 10/08)

FIN DE RÈGNE AU JAPON, MAIS PAS DE LA CRISE

Barthélémy Courmont / Chaire Raoul-Dandurand / 25 août

Quatrième Premier ministre de la deuxième puissance économique mondiale en l'espace de deux ans, Taro Aso est arrivé au pouvoir en septembre 2008 dans un climat d'incertitudes, tant sur les questions économiques que politiques. [SUITE PAGE 3](#)

AFGHANISTAN - " FACE AUX TALIBANS, IL FAUT ÊTRE COURAGEUX POUR VOTER "

Karim Pakzad par Fabrice Aubert / LCI.fr / 20 août

Tout d'abord, reporter, ou pire, annuler, le scrutin n'aurait pas servi à mieux mener la guerre par la suite. Et cela aurait surtout été admettre la victoire des talibans puisqu'ils clament depuis plusieurs mois qu'ils vont tenter de perturber ces élections. [SUITE PAGE 5](#)

DE L'EFFICACITÉ DES SANCTIONS

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 20 août

A l'occasion de la condamnation par la junte birmane à une peine de 18 mois de prison de l'opposante emblématique Aung San Suu Kyi, de nombreux pays, principalement occidentaux, ont réclamé des sanctions contre la Birmanie et le débat sur l'efficacité des sanctions a été relancé. [SUITE PAGE 6](#)

ETATS-UNIS : LE RETOUR DE L'ARROGANCE ?

Barthélémy Courmont / Contre-feux / 31 juillet

Alors que la Maison Blanche ne cesse de prôner la prudence, des voix s'élèvent outre-Atlantique pour annoncer que la crise est terminée, et que les États-Unis sont de nouveau la locomotive de l'économie mondiale. Que peut bien signifier le retour d'une certaine suffisance ? [SUITE PAGE 7](#)

Manifestation

ADHÉRENT L'ALLEMAGNE, NOUVELLE PUISSANCE

Mardi 22 septembre / Institut Goethe / Paris

Conférence organisée en partenariat avec le Goethe Institut, à l'occasion de la parution du nouveau numéro de La Revue internationale et stratégique de l'IRIS (n°74) sur l'Allemagne et ses principaux défis à l'échelle nationale et internationale ; et autour de Jacques-Pierre Gougeon, professeur des universités, expert à l'Assemblée nationale, chercheur associé à l'IRIS et ancien conseiller culturel à Berlin ; Ernst Hillebrand, directeur du bureau de Paris de la Fondation Friedrich-Ebert et Jérôme Vaillant, professeur de civilisation allemande contemporaine à l'Université Charles de Gaulle-Lille 3 et directeur de la revue Allemagne d'aujourd'hui.

[Renseignements : renseignements@iris-france.org](mailto:renseignements@iris-france.org)

ADHÉRENT CRISES ET CONFLITS : LES CAUSES ET LES SCENARIOS

Mardi 13 octobre / Maison de l'Europe / Paris



Maison de l'Europe de Paris

Conférence-débat organisée en partenariat avec la Maison de l'Europe, autour de Pascal Boniface, Directeur de l'IRIS et Hubert Védrine, Associé gérant d'Hubert Védrine Conseil et ancien ministre des Affaires étrangères, à l'occasion de la parution de leur ouvrage *Atlas des crises* (éditions Armand Colin).

[Renseignements : renseignements@iris-france.org](mailto:renseignements@iris-france.org)

Elections locales au Sri Lanka
A la Une, Olivier Guillard par France 24 (7/08)

→ **RADIO**

Le Monde occidental est-il en danger?
A **VENIR** - *Les Matins*, Pascal Boniface par France Culture (7/09)

40 ans de règne pour Kadhafi

Kader Abderrahim par
- Deutsche Welle (2/09)
- Africa n°1 (2/09)
- Radio Cité - Suisse (1/09)
- BBC arabe (29/08)

Relations Turquie/Arménie

Didier Billion par
- Pierre Bousset (Médi 1, 1/09)
- France Info (1/09)

Les relations syro-irakiennes

Barah Mikail par
- RFI (1/09)
- Radio Orient (1/09)

Mexique, guerres de la drogue

Jean-Jacques Kourliandsky par Médi 1 (26/08)

Disparition de Ted Kennedy

Charlotte Lepri par Radio Vatican (26/08)

Les techniques d'interrogatoire de la CIA

Charlotte Lepri par RFI (24/08)

Présentation de la Revue internationale et stratégique

Pascal Boniface par Julie Devaux (Canal Académie, 24/08)

Elections en Afghanistan

> Jean-Vincent Brisset par Pierre Bousset (Médi 1, 24/08)
> Pascal Boniface par
- France Culture (21/08)
- *Les Grandes gueules* (RMC, 20/08)
- *6 Minutes* (M6, 19/08)
> Olivier Guillard par Radio Orient (17/08)

→ **PRESSE ÉCRITE**

40 ans de règne pour Kadhafi

> Barah Mikail par
- Christian Science Monitor (1/09)
- Sud-Ouest Dimanche (1/09)
- Le Point.fr (31/08)
- Le Temps - Suisse (25/08)
> Kader Abderrahim par AFP (31/08)

Relations Turquie/Arménie

Didier Billion par Rachel Kurowski (Associated Press, 1/09)

Bouclier anti-missile

Jean-Pierre Maulny par Marianne (1/09)

Elections en Afghanistan

Karim Pakzad par
- L'Est républicain (1/09)
- 20 Minutes.fr (19/08)
- La Provence.com (19/08)
- Pèlerin (13/08)

Sommet de l'Unasur à Buenos Aires

Jean-Jacques Kourliandsky par La Croix (27/08)

Pays basque et ETA

Jean-Jacques Kourliandsky par Paris Match.com (27/08)

Disparition de Ted Kennedy

Charlotte Lepri par
- La Croix (27/08)
- 20 Minutes (26/08)

Les grands rendez-vous internationaux de la rentrée

Fabio Liberti par Le Progrès - Lyon (26/08)

Blackwater et les scandales liés à la CIA

Charlotte Lepri par Lacroix (26/08)

Portée de la réforme éducative au Venezuela

Jean-Jacques Kourliandsky par Le Monde.fr (25/08)

FIN DE RÈGNE AU JAPON, MAIS PAS DE LA CRISE

Barthélémy Courmont / Chaire Raoul-Dandurand / 25 août

Quatrième Premier ministre de la deuxième puissance économique mondiale en l'espace de deux ans, Taro Aso est arrivé au pouvoir en septembre 2008 dans un climat d'incertitudes, tant sur les questions économiques que politiques. Son parti, le Parti Libéral Démocrate, la principale force politique du Japon depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale forte d'un règne quasi sans partage, est en crise, et devrait sauf énorme surprise essayer une défaite cuisante aux élections législatives du 30 août, ce qui marquera une rupture considérable dans la vie politique du Japon. Au cœur de ce marasme politique de grande ampleur, la crise économique internationale, et ses conséquences désastreuses sur la deuxième puissance économique mondiale. Après quelques années d'embellie qu'on pouvait croire prometteuses, et parallèlement au marasme de l'économie mondiale, l'économie japonaise est ainsi à nouveau en panne, et les indicateurs sont tous dans le rouge.

Même s'il s'inscrit dans une tendance de longue durée, le déclin du parti conservateur a vraiment commencé après le départ en 2006 du très populaire Premier ministre Junichiro Koizumi. Trois chefs de gouvernement lui ont succédé à un an d'intervalle, dont Aso nommé en septembre 2008. A l'époque, les observateurs s'attendaient à ce qu'il convoque dans la foulée des élections législatives anticipées, mais la brutale récession économique mondiale a contrarié ses projets. Contraint de gérer la plus grave crise depuis la fin de la deuxième Guerre mondiale, Aso a vu son capital de sympathie auprès du public fondre à mesure qu'il multipliait les gaffes et les volte-face. Cette déroute qui semblait inévitable s'est donc accélérée avec la crise économique. " Si le PDL l'emporte, ce sera le premier véritable changement de gouvernement ", estime Sadafumi Kawato, professeur de science politique à l'Université de Tokyo, contrairement à ce qui s'était passé il y a 15 ans lorsqu'une mosaïque de petites formations avait tenté de gouverner le pays, sans vraiment y parvenir (1). Le changement politique inévitable au Japon est donc historique. Mais quelle que soit sa couleur politique, le futur gouvernement aura de toute façon une lourde tâche pour relever l'économie.

Le produit intérieur brut (PIB) au dernier trimestre 2008 a enregistré une chute de 12,7 % par rapport à la même période en 2007. Il s'agit du plus mauvais résultat que le pays ait connu depuis le choc pétrolier de 1974 (le recul avait alors été de 13,1 %). Le premier facteur de cette contre-performance est la chute des exportations dans les domaines de l'automobile et des semi-conducteurs (une baisse de 13,9 % par rapport au trimestre précédent). Le PIB nippon a reculé de 0,7 % au cours de l'année 2008 après neuf ans de pro-

gression. Ces mauvais chiffres n'étaient pour autant qu'un début. Le plongeon des exportations et l'austérité des acteurs économiques dans leurs dépenses intérieures ont ainsi eu raison de l'économie japonaise, qui a enregistré un recul de -15,2% de son PIB en rythme annualisé au premier trimestre 2009, et de -4% en non-annualisé. Le ralentissement s'est traduit entre novembre et décembre 2008 par un accroissement du chômage de 3,9 à 4,4% de la population active, soit la plus forte progression depuis 1967.

Cette longue et vertigineuse réduction d'activité au Japon provient d'un effondrement inédit des exportations, dû à la récession internationale, et d'une nette diminution de la consommation intérieure. D'avril 2008 à mars 2009, période budgétaire de référence au Japon, la richesse nationale produite a ainsi diminué de 3,5% sur un an. Elle pourrait encore perdre de 3,1% à 3,3% au cours de l'année entamée le 1er avril dernier, selon les estimations respectives de la Banque du Japon et de l'Etat, car les moteurs de l'économie japonaise sont en panne.

Les exportations japonaises ont pour leur part chuté de 40,9% en mai 2009, par rapport à 2008. Les exportations vers les Etats-Unis ont reculé de 45,4% par rapport à mai 2008, pour le 21ème mois d'affilée. Dans l'automobile, la baisse est encore plus forte. Les exportations de voitures nippones outre-Pacifique ont perdu 54,8%. De tels chiffres ramènent le Japon en arrière, à des heures douloureuses de son histoire récente, notamment à la fin des années 1990.

Mais plus encore, la crise économique remémore aux Japonais que la thèse du déclin n'est peut-être pas qu'un fantasme. " Le récent déclin économique du Japon est plus rapide que celui des Etats-Unis, qui subit la pire crise financière du siècle ", n'a pas hésité à affirmer Kazuo Momma, le chef économiste de la Banque du Japon (2). Pour l'ensemble de 2009, le FMI prédit même au Japon une décroissance annuelle de 6,2%, ce qui en ferait la plus importante des pays du G7. Dans un tel climat de morosité, les économistes espèrent cependant un rebond à partir du deuxième trimestre 2009, voyant poindre quelques signes encourageants comme le regain de la production industrielle en mars 2009. " La conclusion inéluctable est que les autorités japonaises doivent faire davantage si l'économie japonaise veut éviter de devenir la plus touchée des économies développées par le retournement actuel ", a expliqué Ben Eldred, analyste chez Daiwa Securities à Londres, cité par le Financial Times début février 2009.

(Suite page suivante)

Taro Aso a averti fin février 2009 devant le Parlement japonais que la deuxième puissance économique du monde mettrait trois ans à se remettre de la crise, mais il a promis de créer de nouveaux emplois pour conjurer cette situation : " Il faudra trois ans pour guérir totalement de la récession internationale. A court terme, nous avons l'intention de prendre des mesures budgétaires drastiques mais, dans l'immédiat, nous devons agir pour l'emploi, quel qu'en soit le prix ". Conscient de l'urgence de la situation, le gouvernement a adopté des mesures de relance massives d'un montant total de 132 000 milliards de yens, dont 27 400 milliards de dépenses publiques. Ces plans de relance " devraient soutenir l'activité en 2009 et 2010 ", estime le FMI, qui s'inquiète cependant de l'alourdissement qui en résultera pour la dette publique du Japon, la plus élevée de tous les pays développés. Avec un déficit public qui approchera les 10% du PIB en 2009 et une dette nette qui dépassera les 100% du PIB, la place pour davantage de mesures de relance est de plus en plus réduite. Par ailleurs, et contrairement à la Chine, le Japon est handicapé par un yen actuellement à un niveau relativement élevé, ce qui a des effets négatifs sur les exportations. Et Tokyo ne peut pas jouer, comme le fait Pékin, sur la consommation intérieure, ce qui implique des différences notables, et qui pèseront lourd, dans la lutte pour la suprématie économique en Asie du Nord-Est que se livrent les deux pays.

En fait, le Japon n'a pas été en mesure au cours des dernières années de proposer de véritables plans de relance de l'économie. Comme l'explique Kataoka Shinichi, professeur à l'Université de Tokyo, " la politique a ainsi été réduite à une 'politique d'ajustements mineurs', incapable de régler des problèmes structurels et n'opérant que des changements d'ordre secondaire " (3). " La vérité est que le Japon est un gâchis ", note pour sa part Masaru Tamamoto, chercheur au World Policy Institute, qui rappelle que, depuis le milieu du XIXème siècle, la réussite du Japon tient essentiellement à sa capacité à prendre ce qu'il y a de mieux dans le monde (4). Le pays a longtemps servi de référence dans la région, montrant que " l'on peut être moderne sans être occidental ".

Aujourd'hui, ce modèle est en panne, et traduit un manque de vision plus large, et une hésitation entre Occident et Orient. Il n'en reste pas moins les principaux partenaires commerciaux du Japon sont asiatiques, Chine en tête, loin devant l'Amérique du Nord ou l'Europe. Tokyo gagne du poids au sein de l'organisation Anase + 3 (les dix pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, plus la Chine, la Corée du Sud et le Japon), dont l'un des buts est de prévoir une solidarité sonnante et trébuchante face à la tourmente financière. Cet objectif, apparu après la crise de 1997-1998 qui avait secoué la région, prend toute son importance aujourd'hui.

Face à la crise, les dirigeants japonais cherchent globalement à affirmer leur ancrage asiatique. La page de la tension

avec la Chine et la Corée du Sud, liée à la question du révisionnisme historique concernant les crimes de guerre japonais, semble tournée, même si la méfiance est de rigueur. Un rapprochement s'est par ailleurs opéré avec Séoul, ainsi qu'avec New Delhi, afin de contrebalancer Pékin. Depuis l'arrivée au pouvoir de Lee Myung-bak, les relations et le dialogue avec la Corée du Sud se sont notamment intensifiés. Les rapports sino-japonais se sont par ailleurs normalisés, même si la création d'un pôle asiatique autour de la mer de Chine relève encore de l'utopie. Mais en période de crise, de nombreuses blessures dans la société japonaise sont susceptibles de réapparaître, avec pour conséquence une remise en cause de la place du Japon dans la région. La crise économique pourrait donc avoir pour effet de redéfinir en profondeur la relation que le Japon entretient avec ses voisins, et par voie de conséquence avec les Etats-Unis. D'autant que le parti démocrate se montre moins disposé que le PLD à s'aligner systématiquement sur Washington. Des changements profonds dans la relation Japon - Etats-Unis ne sont ainsi pas à exclure.

Mais le Japon traverse également une véritable crise de représentation de ses élites politiques. Pour Tobias Harris, observateur régulier de la vie politique japonaise et doctorant au MIT, " la prochaine élection générale au Japon sera marquée par la question de la gouvernance " (5). Et sur ce point, si le PLD ne semble pas franchement bien placé, force est de constater que l'opposition du parti démocrate ne paraît pas non plus particulièrement performante. Il y a donc un réel problème de leadership actuellement au Japon, qui dépasse les clivages politiques, et concerne la relation entre les élites politiques et la population. Manque de renouvellement des élites politiques et problèmes de popularité sont ainsi en passe de devenir des défis chroniques à Tokyo. Des défis dont le futur gouvernement devra tenir compte. ■

(1) Cité dans Hiroshi Hiyama, " En déclin, le parti conservateur s'apprête à perdre le pouvoir au Japon ", Aujourd'hui le Japon, 6 juillet 2009.

(2) Cité dans Anthony Bondain, " L'économie japonaise replonge ", www.boursier.com, 10 février 2009.

(3) Cité dans Japan Analysis, Asia Centre, n°16, juin 2009.

(4) Masaru Tamamoto, "Japan's crisis of mind", The New York Times, 1er mars 2009.

(5) Tobias Harris, "Ozawa: Japan's Least Bad Option?", Far Eastern Economic Review, 3 avril 2009. Tobias

Harris est par ailleurs auteur du blog www.observingjapan.com, consacré à la vie politique du Japon.

AFGHANISTAN - " FACE AUX TALIBANS, IL FAUT ÊTRE COURAGEUX POUR VOTER "

Karim Pakzad par Fabrice Aubert / LCI.fr / 20 août

Fallait-il maintenir ces élections présidentielle et provinciales malgré la situation chaotique qui prévaut en Afghanistan, avec des talibans contrôlant de fait une bonne partie du pays ?

Oui. Tout d'abord, reporter, ou pire, annuler, le scrutin n'aurait pas servi à mieux

mener la guerre par la suite. Et cela aurait surtout été admettre la victoire des talibans puisqu'ils clament depuis plusieurs mois qu'ils vont tenter de perturber ces élections.

Enfin, il faut rappeler que le mandat d'Hamid Karzaï a déjà été prolongé de plusieurs mois. Il était impossible de le reconduire indéfiniment. Au-delà de ses déboires sur la sécurité, la communauté internationale aurait alors admis avoir échoué dans la mise en place d'un gouvernement stable et d'un Etat de droit.

La dernière menace des talibans, celle d'attentats contre les bureaux de vote et les votants, va-t-elle dissuader les électeurs, à qui on apposera de l'encre sur la main s'ils accomplissent leur devoir ?

Il est certain que dans certaines régions, notamment le Sud, où les talibans sont bien implantés, il faudra être courageux pour aller voter. D'ailleurs, signe de leur puissance, dans environ 10% du pays, les bureaux de vote ne pourront pas ouvrir car la sécurité n'y sera pas assurée. On s'attend ainsi à une participation d'environ 55-60%, loin des 74% de 2004 quand l'environnement était plus calme. Mais au-delà de la menace des talibans, le scrutin suscite également beaucoup moins d'intérêt dans la population.

Pourquoi ?

L'échec de Hamid Karzaï et plus globalement de la communauté internationale. Le président n'a tenu aucune de ses promesses, il s'est montré incapable d'endiguer la corruption, il ne possède aucun projet à long terme pour le pays. Comme il a été soutenu par la communauté internationale, il en représente de fait également son échec. Tout ceci explique d'ailleurs la montée en puissance du principal candidat de l'opposition, Abdullah Abdullah.

Se dirige-t-on vers un second tour ?

Oui, Pourtant, Hamid Karzaï a fait alliance avec de nombreux chefs de guerre, comme le général Dostom, accusé de cri-

mes de guerre -un choix même critiqué par les Etats-Unis. La plupart s'étaient d'ailleurs présentés contre lui en 2004. Mais il est néanmoins quasiment acquis qu'Abdullah Abdullah obtienne environ 30% et pousse donc Hamid Karzaï à ce second tour. Ce qui serait un désaveu à la fois pour lui et aussi pour la communauté internationale et les Etats-Unis. Ils ont d'ailleurs pris leurs distances en le soutenant moins ouvertement qu'en 2004. Enfin, Abdullah Abdullah présente un projet politique ambitieux.

Hamid Karzaï sortira-t-il affaibli d'un second tour ?

Oui. Pour obtenir l'appui des seigneurs de guerre, il leur a promis beaucoup, notamment des ministères. Il devra respecter ses engagements pour garder leur appui. Son futur gouvernement sera logiquement moins cohérent, donc plus faible, que le précédent.

Certains affirment déjà, que quoi qu'il arrive, la guerre contre les talibans est perdue. Sont-ils trop pessimistes ?

Une chose est sûre : cette guerre ne se gagnera pas sur le plan militaire. La stratégie mise en place par George W. Bush, validée par l'Otan et la France, a débouché sur un échec. Barack Obama a légèrement modifié cette stratégie, en admettant que les Etats-Unis ne pourront pas rester éternellement sur place, qu'on ne peut pas trouver une solution contre les Afghans ou encore en limitant les bombardements aveugles de l'aviation qui ont fait de nombreuses victimes civiles pour privilégier les interventions au sol. C'est la seule manière pour conquérir le "cœur et l'esprit des Afghans", selon la formule consacrée.

Mais la vraie solution réside dans la négociation avec les talibans. Elle sera inévitable à un moment ou à un autre. Reste à savoir dans quelles conditions se dérouleront ces négociations. Les autorités doivent y arriver en position de force. Or, aujourd'hui, c'est tout le contraire, avec un gouvernement faible et des talibans en progression. Il faut donc mettre en place un Etat fort, représenté par un gouvernement fort, soutenue par une armée forte avant de se mettre autour d'une table. Cela passera notamment par des pressions sur le Pakistan.■

DE L'EFFICACITÉ DES SANCTIONS

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 20 août

A l'occasion de la condamnation par la junte birmane à une peine de 18 mois de prison de l'opposant emblématique Aung San Suu Kyi, de nombreux pays, principalement occidentaux, ont réclamé des sanctions contre la Birmanie et le débat sur l'efficacité des sanctions a été relancé. Après tout la Birmanie est soumise depuis déjà plusieurs années à un certain nombre de sanctions (embargo sur les armes, gel des avoirs à l'étranger des dirigeants de la junte, embargo sur les exportations de bois et de pierres précieuses) sans que leur efficacité soit établie. Aucune sanction jusqu'ici n'a fait plier le régime birman. Est-il dès lors judicieux de persévérer dans cette même voie ?

Les adversaires du système des sanctions mettent en avant qu'elles touchent éventuellement la population du pays concerné mais pas leur dirigeants qui conservent pour eux des ressources raréfiées. Souvent, même l'affaiblissement des approvisionnements rend la population encore plus dépendante du régime qui renforce ses moyens de contrôle. Il peut également s'en servir pour dénoncer un " complot de l'étranger " et faire valoir que les difficultés que rencontre le peuple sont le fait non pas de son incurie mais de la volonté des puissances étrangères de s'attaquer au pays, jouant sur la corde nationaliste. Après tout, près de 50 ans de sanctions contre Cuba n'ont pas empêché Fidel Castro de se maintenir au pouvoir et de voir défiler en face de lui pas moins de 10 présidents américains.

Les partisans des sanctions mettent en avant l'exemple sud africain, où le pouvoir blanc confronté à un système général de sanctions a cédé et a été contraint de démanteler le régime d'Apartheid. Si le racisme officiel a été mis à bas en Afrique du sud ce n'est pas parce que les blancs ont compris qu'il était immoral de discriminer les noirs, c'est parce qu'ils ont compris qu'il n'était plus possible de le faire. Le maintien de l'Apartheid aurait signifié l'agonie de l'Afrique du sud comme Etat, du fait des sanctions.

En réalité il n'y a pas de vérité universelle mais surtout du cas par cas. Pour être efficace il y a des conditions à remplir. La première et la principale c'est l'universalité des pays appliquant les sanctions. Si par exemple seuls les pays occidentaux appliquent des sanctions contre la Birmanie et proclament par exemple un embargo pétrolier, le plus probable n'est pas que la Birmanie cesse de vendre du pétrole mais qu'elle change d'acheteurs. Les compagnies chinoises ou asiatiques voire d'autres grandes puissances du sud s'engouffreront dans la brèche et seront ravies de prendre la place de concurrents directs. L'Afrique du sud a été longtemps soumise à des sanctions partielles que ne respectaient pas les Etats-Unis et les pays occidentaux pendant la

guerre froide car Pretoria était un allié contre l'URSS. Après la fin de la guerre froide, Washington s'est converti au régime des sanctions, il n'y avait plus d'échappatoire pour l'Afrique du sud.

Or aujourd'hui c'est un peu l'inverse. Les sanctions sont avant tout réclamées par les pays occidentaux. Ceux-ci sont pris à partie par leurs opinions publiques et par les médias de faire quelque chose contre des situations qui - à tort ou à raison - paraissent insupportables. Les sanctions c'est un moyen d'agir sans trop de risques en évitant le recours aux armes. Le problème est que les pays occidentaux le font trop souvent en pensant qu'ils ont le droit moral de décider de ce qui est bien ou de ce qui est mal et de pouvoir imposer ensuite leur volonté à des pays plus faibles. Dans le sud de la planète, y compris chez les pays émergents, les sanctions sont toujours vues comme la réminiscence d'une époque coloniale et sont vues avec suspicion pour cette raison. Mugabe qui a pourtant ruiné son pays a longtemps joué sur l'opposition à l'ancienne puissance coloniale britannique pour dénoncer les sanctions prises contre le Zimbabwe. On reproche également aux pays occidentaux de ne jamais prôner de sanctions contre leurs alliés.

Alors que faire ? Faut-il rester sans rien faire ? Non il y a en effet des cas où des sanctions sont nécessaires pour mettre fin à des situations inadmissibles et dangereuses. Mais il faut alors que les sanctions apparaissent comme une décision prise en fonction de l'intérêt général et non en fonction d'une politique de puissance. Si les pays occidentaux décident de sanctions et invitent ensuite les autres à les suivre, le plus probable est qu'ils reçoivent une fin de non recevoir. Si dès le départ il y a des consultations et un processus collectif, il y a une chance de réussite. Dans un monde en voie de multipolarisation les sanctions doivent être conçues de façon multilatérale et collective et non être vécues comme la continuation d'un ordre unipolaire dépassé. ■

ETATS-UNIS : LE RETOUR DE L'ARROGANCE ?

Barthélémy Courmont / Contre-feux / 31 juillet

Alors que la Maison Blanche ne cesse de prôner la prudence, des voix s'élèvent outre-Atlantique pour annoncer que la crise est terminée, et que les Etats-Unis sont de nouveau la locomotive de l'économie mondiale. Que peut bien signifier le retour d'une certaine suffisance ?

Barack Obama est à la Maison-Blanche depuis six mois. Six mois d'attitude humble et ouverte au dialogue des Etats-Unis. Six mois de volonté de changer, et de montrer un meilleur visage de Washington. Six mois d'activités intenses destinées à gommer les erreurs de ces dernières années, et à repartir sur de nouvelles bases.

Mais également six mois de crise économique et sociale, et de mauvaises nouvelles s'accumulant pour une administration pleine de bonne volonté, mais souvent dépassée par l'ampleur du désastre. Et pourtant, de manière presque incongrue, certains annoncent aujourd'hui outre-Atlantique que la crise est terminée, et que les Etats-Unis sont à nouveau la locomotive de l'économie mondiale. De quoi s'interroger sur le retour d'une inquiétante arrogance américaine dont l'administration Obama avait donné l'illusion de la disparition.

Main Street peut bien souffrir, Wall Street s'en moque et ne changera rien

Les Etats-Unis traversent l'une des plus profondes crises économiques et sociales de leur histoire. C'est un fait qu'on ne saurait nier. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, et le vice-président Joe Biden confessait fin juin que lors de la campagne présidentielle, les candidats n'avaient pas réalisé l'ampleur de la tâche. Le chômage continue de monter en flèche, le secteur automobile est dans l'attente de sa prochaine et quasi inéluctable crise, la pauvreté s'installe dans un pays dont la protection sociale n'est pas le point fort, et au milieu de ce climat morose, Wall Street s'enorgueillit de rebondir, et les banques annoncent la reprise du bon vieux système des primes !

En d'autres termes, la crise n'a servi à rien, sinon à affaiblir les plus faibles, mais sans changer quoi que ce soit à un système dont les dirigeants politiques reconnaissent pourtant de manière unanime les excès et la responsabilité dans la faillite de l'économie. Pourquoi ne pas libérer Maddoff tant qu'on y est, pourrait-on presque demander. Mais à qui ? Comme Wall Street semble visiblement se désintéresser des problèmes persistants de Main Street - qui se poursuivront

malheureusement encore longtemps, à en juger par tous les indicateurs -, et comme l'économie américaine reste totalement dérégulée, il n'y a rien qui pourra empêcher les marchés financiers de s'emballer à nouveau, comme si rien n'était arrivé. Un coup dur pour le "changement" d'Obama.

Le retour de la suffisance

Mais le retour de l'arrogance américaine ne se limite malheureusement pas aux marchés financiers. Fin juillet, l'hebdomadaire Newsweek publiait un numéro avec, en couverture, l'annonce sans complexe que les Etats-Unis sortiraient renforcés de la crise, tandis que les autres puissances resteront à la traîne, avec un article élaborant cette idée. Les raisons ? Des actions soutenues de l'administration Obama, tandis que les autres dirigeants ne sont pas à la hauteur (sic) ; le dynamisme de l'économie américaine ; et bien entendu l'esprit d'entreprise américain, qui va permettre de sortir de la crise et faire taire ceux qui fustigent un modèle capitaliste de type anglo-saxon.

On croirait presque rêver si on en oubliait que l'auteur de cet article étonnement optimiste est un ancien membre de l'administration Clinton, ancien sous-secrétaire au commerce, pour être plus précis. Certes, l'auteur nous explique que tout cela ne sera pas facile, mais devant l'absence de dirigeants capables de rivaliser avec Obama, et devant la volonté de la Chine de refuser le leadership, Washington retrouvera rapidement des couleurs. Tout cela sonne très bien, si ce n'est qu'on n'y trouve aucune mention de l'état de l'économie américaine, des problèmes dans la relation avec Pékin (Washington en est à supplier la Chine de lui faire confiance sur la solidité de son économie).

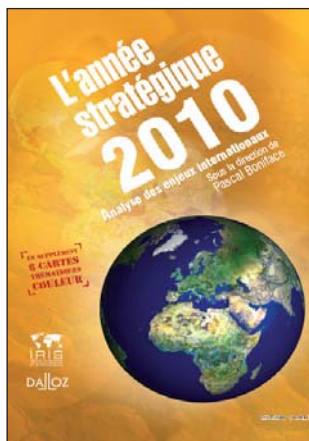
Quant aux Européens, ils ne sont mentionnés que pour la faiblesse de leurs dirigeants. Un argument qui rappellerait presque les sorties de Kagan sur la puissance américaine face à la faiblesse européenne. En termes de changement, on pouvait espérer mieux. Les analystes du reste du monde semblent d'ailleurs peu réceptifs à cet optimisme excessif. Ironie du sort, un éditorial de l'hebdomadaire britannique *The Economist* publié simultanément s'en prend avec moquerie à ceux qui vouent un culte presque aveugle à Obama et ses capacités à sauver l'Amérique. L'autosatisfaction a fait beaucoup de mal aux Etats-Unis ces dernières années, il ne faudrait pas qu'elle devienne une maladie chronique !

(Suite page suivante)

L'administration Obama ne sombre pas dans l'autosatisfaction

Une fois n'est pas coutume, le sentiment d'arrogance qui semble ressurgir aux Etats-Unis n'est pas le fait de l'administration. A l'inverse, l'équipe présidentielle ne cesse d'envoyer des appels à la retenue face à l'enthousiasme retrouvé des marchés financiers, et des personnalités comme le président de la Fed Ben Bernanke, se disent même écœurées de la manière avec laquelle certains semblent avoir soudain oublié les sacrifices que la nation a dû consentir pour réparer les excès d'un système devenu incontrôlable, par le biais d'historiques plans de sauvetage de l'économie. Rappelons ici qu'ils furent adoptés sous l'administration Obama. Pas encore de l'histoire donc, et pourtant...

Toujours est-il que, plus que les crises internationales ou les joutes politiques (le parti républicain étant moribond), c'est sur sa capacité à ne pas répéter les erreurs du passé que l'administration Obama va être jugée. Les Américains ont voté pour un retour du Big Government, pour une meilleure protection sociale, et pour la fin d'une arrogance qui a conduit Washington à sa perte. Ils ne pardonneront pas à leur président de ne pas être capable d'exaucer leurs vœux, quelles que soient ses intentions. ■



L'Année stratégique 2010

sous la direction de
Pascal Boniface

(Dalloz / Iris - 25 €)

Entre la crise économique, le sommet du G 20, et l'investiture d'un Noir à la Maison-Blanche, l'ordre mondial et les relations internationales se sont vus profondément modifiés : quels sont les nouveaux enjeux et défis engendrés par les événements de l'année passée ?

Une synthèse complète de la situation géopolitique de l'année

- > enjeux politiques, économiques, sociaux, diplomatique, militaires et stratégiques
- > analyses régionales détaillées
- > principales statistiques démographiques, économiques, sociales et militaires par pays

Un outil de compréhension des relations internationales

Ouvrage de référence géopolitique, *L'Année stratégique 2010* donne les clés pour comprendre les tensions et les enjeux de l'actualité internationale, ainsi que les défis à venir.

- > **196 fiches-pays (indicateurs politiques, sociaux et de développement ; données démographiques, économiques et militaires)**
- > **7 fiches régionales**
- > **9 cartes des principaux enjeux régionaux**
- > **8 cartes thématiques couleurs en supplément**
- > **rappel chronologique des événements qui ont marqué l'année**
- > **bibliographies et sélection de sites Internet**
- > **annuaire statistique mondial des données essentielles**
- > **présentation des organisations internationales et des centres de recherche en relations internationales**

/ SOMMAIRE

CLASSEMENT ALPHABÉTIQUE DES FICHES-PAYS
 LES AUTEURS
 REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES

INTRODUCTION

2008-2009, une rupture dans l'Histoire : fantasme ou réalité ?
 > Pascal Boniface

ENJEUX ÉCONOMIQUES

Les économies face à la crise : une mutation nécessaire ?
 > Sylvie Matelly

ENJEUX MILITAIRES

Les politiques de défense : des évolutions contrastées
 > Jean-Pierre Maulny

ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIE

Entre logiques énergétiques et priorités environnementales : un insoluble dilemme ?
 > Barah Mikail

TERRORISME ET CRIMINALITÉ

Criminalité : entre croissance et diversification
 > Alain Bauer, Stéphane Quéré, Laurence Ifrah et Christophe Soulez

AIRES GÉOGRAPHIQUES

EUROPE

L'Union européenne, entre crise permanente et action politique
 > Fabio Liberti

AMÉRIQUE DU NORD

L'Amérique à l'aube du changement ?
 > Charlotte Lepri

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Reconfigurations dans un contexte de crise
 > Jean-Jacques Kourliandsky

MOYEN-ORIENT ET MAGHREB

Vers une nouvelle équation politique régionale
 > Didier Billion et Rachid Khechana

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Une Afrique emportée par la crise mondiale
 > Philippe Hugon

ASIE ET OCÉANIE

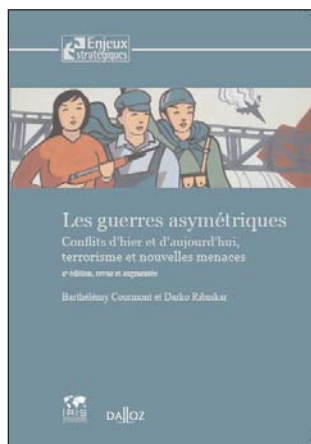
Tensions, récession, conflits et démissions : l'Asie en (dés)ordre de bataille
 > Olivier Guillard

RUSSIE ET CEI

Russie-CEI : du conflit à la crise
 > Laure Delcour

CENTRES DE RECHERCHE EN RELATIONS INTERNATIONALES
 ORGANISATIONS INTERNATIONALES
 SITES INTERNET SPÉCIALISÉS
 ANNEXES STATISTIQUES
 INDEX

**EN VENTE EN LIBRAIRIE
 OU SUR www.iris-france.org**



LES GUERRES ASYMETRIQUES. Conflits d'hier et d'aujourd'hui, terrorisme et nouvelles menaces

De Barthélémy Courmont et Darko Ribnikar

Deuxième édition, revue et augmentée

Dalloz, Paris, 2009, 430 p., 24€

La capacité de nuisance suppose-t-elle nécessairement d'importants moyens de guerre ? En faisant la démonstration qu'avec des instruments simples, il est possible d'atteindre des résultats disproportionnés, les kamikazes du 11 Septembre ont relancé il y a quelques années la problématique de la guerre asymétrique, à savoir la possibilité pour les faibles de menacer de façon réelle les grandes puissances.

Il ne s'agit pas d'un fait nouveau, l'asymétrie s'étant peu à peu imposée sur le champ de bataille au cours de l'histoire. Les guerres asymétriques existaient déjà au temps de Sun Tzu, et font même l'objet d'un des plus célèbres épisodes de la Bible : le combat de David contre Goliath. De son côté, le terrorisme n'est pas non plus un fait nouveau, mais c'est la réunion de ces deux éléments qui constitue véritablement un événement, et incite à la réflexion. Face à cette " nouvelle " menace, faut-il chercher des réponses politiques, ou au contraire renforcer la capacité des forces armées des grandes puissances, au risque de les fragiliser davantage ?

La deuxième édition de cet ouvrage se propose de pousser la réflexion plus loin, alors que la notion de guerre asymétrique a pris de l'importance, et s'impose désormais dans tous les débats stratégiques.

Barthélémy Courmont, docteur en science politique, est chercheur spécialisé sur la politique étrangère des États-Unis et les questions nucléaires à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), est par ailleurs chercheur au Centre d'études transatlantiques (CET), professeur invité à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et titulaire par intérim de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques.

Darko Ribnikar, est docteur en science politique, titulaire d'un DESS de Défense, géostratégie et dynamiques industrielles de l'Université Paris II et d'un Master en affaires internationales de l'Université de Columbia à New York. Par ailleurs, il est consultant pour des questions de défense et sécurité chez Bertin Technologies.

**EN VENTE EN LIBRAIRIE
OU SUR www.iris-france.org**

Collection " Enjeux stratégiques "